SÉRIE

Le domaine de Grignon se cherche un avenir **2**

« LA SAGA DU DOMAINE DE GRIGNON » (9/9). Cet été, « Les Echos » retracent l'histoire de ce domaine des Yvelines, qui a connu de multiples vies et dont l'avenir reste encore à écrire. Cette semaine, tour d'horizon des diverses possibilités.



Les prochains mois pourraient être décisifs pour Grignon (Patriarche)

Par Alain Piffaretti

Publié le 19 août 2023 à 14:04 Mis à jour le 19 août 2023 à 17:59

A l'heure de clore cette série d'articles, le feuilleton du rachat de Grignon n'est pas achevé. Deux ans après l'échec du projet de rachat par Altarea, c'est le silence radio du côté de l'Etat. Ce dernier avait pourtant promis de relancer le processus de vente dans les six mois. Des migrants et des personnes sans-abri ont été accueillies temporairement

sur le domaine à partir de décembre 2022, dans des bâtiments annexes. Ils ont quitté le site en juin dernier.

Il est aujourd'hui délicat d'avancer le nom d'un repreneur. Certains affirment que le dossier est bloqué. D'autres laissent entendre que la vente ne serait plus à l'ordre du jour : à la place un bail emphytéotique pourrait être signé avec une entité intéressée, permettant de garantir la pérennité du domaine. Le contexte en tout cas n'est plus le même qu'il y a deux ans. Le retournement actuel du marché immobilier et les difficultés rencontrées par les précédents candidats auraient rendu les promoteurs beaucoup plus frileux. Les prochaines mois pourraient néanmoins être décisifs, selon plusieurs proches du dossier.

« Campus de l'environnement »

Le département des Yvelines n'a pas souhaité s'exprimer auprès des Echos à ce stade de la procédure. Il a fait savoir auprès de divers interlocuteurs qu'il s'intéressait au domaine, mais ne paraît pas disposé à débourser une forte somme.« Le département est prêt à s'impliquer dans un projet pour aider l'Etat à se sortir de sa mauvaise passe. Mais pas question pour lui de mettre des montants très élevés dans l'opération», indique un proche du dossier.

De son côté, le conseil d'administration d'AgroParisTech a émis en mars dernier une motion dans laquelle il se prononce pour la création d'un « tiers-lieu unique en faveur de la transition agroécologique ». L'école propose de créer un campus « emblématique de la transition agroécologique au travers de formations et d'innovations scientifiques, technologiques, économiques, sociales et citoyennes, en s'adossant notamment à AgroParisTech, INRAE et l'Université Paris-Saclay ».

Pour cela la motion d'AgroParisTech réclame le maintien de l'unicité de la propriété du site et de sa gouvernance. Ainsi que la conservation des espaces vivants « sans artificialisation supplémentaire ».

Approbations

« La motion a été votée à l'unanimité du conseil d'administration d'AgroParisTech. Cela illustre l'importance que l'école porte à ce lieu », souligne l'actuel directeur d'AgroParisTech, Laurent Buisson.

La motion convient tout à fait à Grignon 2000 qui plaide depuis longtemps pour une telle solution. « Nous souhaitons pouvoir contribuer, via notre expertise et notre réseau de partenaires, à un projet d'intérêt général de ce type. Cela correspond à l'option défendue par nos deux co-présidents depuis 2018. Une telle action devrait être portée par un consortium d'acteurs susceptible d'accélérer la transition écologique des systèmes agricoles et alimentaires », défend Mathieu Baron, délégué général de Grignon 2000. Gilles Trystram, l'ancien directeur d'AgroParisTech, ne se montre pas non plus hostile à cette proposition, même s'il déclare attendre que les contours en soient plus clairement précisés.

LIRE AUSSI:

 Yvelines : la Cour des comptes ouvre une enquête sur la vente du mobilier du château de Grignon

Anne Gouyon, l'ancienne présidente des Alumni et membre du conseil d'administration d'AgroParisTech, applaudit, quant à elle, sans réserves. « Nous avons vraiment besoin de Grignon pour trouver des solutions face au changement climatique. Beaucoup de pays dans le monde nous envient cette structure unique alliant enseignement, recherche et travaux pratiques dans les champs. Ce n'est vraiment pas le moment de supprimer la nôtre! ».

Alain Piffaretti